

# L'ÉCO



## de la semaine

10 au 14 Juillet 2023

### Sponsors Officiels



### Sponsors Gold



### Sponsors Silver



### Partenaires



Bilan : Un bénéfice de 455,122 milliards d'ariary pour la Banky Foiben'i Madagasikara .....	3
Taolagnaro : Le port d'Ehoala pousse le cabotage maritime national .....	3
Transparence fiscale : Des recettes supplémentaires de 1,69 milliard d'euros en Afrique .....	3
Air France: le vol dérouté en raison d'un passager violent .....	4
Budget 2024 : le gouvernement envisage le report de plusieurs baisses d'impôts .....	4
Redevances minières : Ambatovy verse 198 milliards ariary .....	5
Secteur agricole : La modernisation s'accélère .....	6
Les métropoles européennes face à une gentrification galopante .....	6
Projet ODOF : Deux unités industrielles à Fénérive-Est et Soanierana Ivongo .....	9
Raccordement électrique : 1 061 Branchements Mora réalisés à Tanà, début du projet à Fianarantsoa .....	9
Rindra Hasimbelo Ravarinirinarison : La MEF reçoit le trophée du meilleur ministre africain de l'année .....	10
Innovations technologiques : Promotion des cultures agricoles sur un terrain sablonneux .....	10
Entre exode urbain et surtourisme : à Amsterdam, la mairie voit rouge .....	11
Emploi des jeunes : Une nouvelle plateforme d'offres et de demandes de stages .....	12
Investissements directs : Plus de 500 entreprises locales épaulées par Ambatovy .....	13
Madagascar – Nations-Unies : Des avancées notables dans le domaine de l'éducation en 2022 .....	13
Fénérive Est et Soanierana Ivongo : Vers la transformation des fruits pour de meilleurs rendements .....	14
Fonds d'investissement : Accords signés par Miarakap avec la Laiterie Maminiaina et Okalou .....	14
Eolien en mer : BP et TotalEnergies remportent des enchères historiques en Allemagne .....	14
Devises : L'euro grimpe à 5 000 ariary .....	15
Antalaha : Extension de l'aéroport, annoncée par l'ADEMA .....	15
Filière vanille : 20 nouveaux exportateurs agréés .....	16
Purpa – Bongolava: des kits d'intrants et cartes professionnels pour les producteurs .....	16
La Côte d'Ivoire suspend ses ventes à terme de cacao en raison de pluies torrentielles .....	17

# Bilan : Un bénéfice de 455,122 milliards d'ariary pour la Banky Foiben'i Madagasikara

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JUILLET 2023

Une santé financière de fer. Les convulsions économiques endogènes et exogènes ne semblent pas affecter la Banky Foiben'i Madagasikara, BFM. Selon les détails de ses états financiers clos le 31 décembre 2022, la BFM a réalisé un bénéfice de 455,122 milliards d'ariary, soit 363,912 de plus qu'en 2021 avec un surplus comptable de 91,210 milliards d'ariary. La BFM explique ces per-

formances inattendues, par exemple, pour « avoir augmenté de 146,488 milliards d'ariary son revenu net d'intérêts sur les investissements entre ces deux périodes, passant de 75,959 milliards d'ariary en 2021 à 222,367 milliards d'ariary en 2022. Ce revenu de la BFM provient principalement des investissements étrangers et de ses placements dans des banques ». En outre, elle a

enregistré une progression de ses produits d'intérêts sur ses opérations de placement « au jour le jour » et « à terme ». Des acquis qui résultent de la hausse des capitaux investis en dollar et en yuan, conjuguée à celle des taux offerts par les contreparties notamment sur ses placements à termes en dollars. Le rapport parle d'ailleurs de hausse de produits d'intérêts sur titres en devises ».

## Taolagnaro : Le port d'Ehoala pousse le cabotage maritime national

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JUILLET 2023

**Axe stratégique de développement de la région Anosy, le port d'Ehoala a également apporté de précieux services à l'économie nationale.**



Faire du port d'Ehoala un pôle d'attraction économique, une ambition sur le long terme qui a été fixée par la Société Port d'Ehoala SA, qui est en charge de la gestion du port situé à Taolagnaro. Pour atteindre cet objectif, les autorités portuaires locales indiquent avoir travaillé depuis quelque temps sur la façon de développer davantage le trafic maritime près des côtes de la

Grande île. Un tarif préférentiel en ariary a même déjà été appliqué depuis l'année dernière en collaboration avec l'Agence portuaire, Maritime et Fluviale (APMF). Des tarifs qui s'appliquent sur les navires et marchandises qui circulent à proximité du port. Pour Andriantsoa Rabiaza, directeur du port d'Ehoala, force est de constater que le développement du cabotage national est à portée de main et les perspectives vont dans ce sens. « Au-delà du tarif en ariary, nous travaillons également depuis deux ans sur différentes options afin de supporter le développement du cabotage national », explique-t-il. Pour permettre ce développement qui est d'une importance vitale pour l'économie maritime de Madagascar, des efforts seront déployés par le port d'Ehoala qui s'appliquera à « la mise en œuvre des mesures de sécurité suivant les standards, l'application d'un tarif bien déterminé et compétitif, l'utilisation de déchargement pour renforcer la

performance opérationnelle », d'après les propos d'Andriantsoa Rabiaza.

### Importance stratégique

Outre le fait que le port d'Ehoala constitue un axe de développement stratégique vital pour la région Anosy et la côte-Est de Madagascar, il est également situé au carrefour de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique. Une situation idéale qui a permis au port d'être au cœur du trafic maritime international pour la zone sud-ouest de l'océan Indien. Le 7 juillet dernier, le port a célébré ses 14 années d'ouverture au grand public. L'occasion pour la direction du port de réaffirmer sa volonté à contribuer au développement des secteurs clés, aussi bien sur le plan régional, que national. Le port d'Ehoala en chiffres, c'est trois quais de 275 mètres, 150m et 75 m respectivement, une zone économique de 440 hectares destinée aux investisseurs mais aussi 65 navires de croisière et presque 50 000 croisiéristes qui y ont accosté depuis mars 2010.

## Transparence fiscale : Des recettes supplémentaires de 1,69 milliard d'euros en Afrique

ANTSA R. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JUILLET 2023

Les pays africains ont réussi à générer 1,69 milliard d'euros de recettes supplémentaires grâce à des mesures de transparence fiscale, selon le rapport d'étape de Transparence fiscale en Afrique 2023. Selon les explications, ces mesures comprennent la divulgation volontaire, la mise en œuvre de mécanismes d'échange d'informations et des enquêtes rigoureuses sur les activités extraterritoriales liées à l'évasion fiscale et aux flux financiers illicites. Le rapport, publié lors de la 13<sup>ème</sup> Réunion de l'Initiative Afrique au Cap, en Afrique du

Sud, souligne les progrès réalisés par 38 pays africains dans la lutte contre l'évasion fiscale. Les pays participants ont également bénéficié de l'assistance du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, de la Commission de l'Union africaine et du Forum de l'administration fiscale africaine. Des pays tiers ont également participé à l'étude. Le rapport met en évidence les résultats positifs, tels que la récupération de taxes supplémentaires grâce à l'utilisation de la Norme commune de déclaration. De

plus, plusieurs pays africains ont rejoint des conventions internationales et ont renforcé leurs capacités en matière d'échange d'informations. D'après le rapport, l'objectif est de renforcer la transparence fiscale en Afrique afin de lutter contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites et d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures. Cette année, la session a réuni des représentants des services fiscaux, des experts et des organisations régionales et internationales.

# Air France: le vol dérouté en raison d'un passager violent

RAKOTO. | LES NOUVELLES | 10 JUILLET 2023

Un incident que la compagnie qualifie de «grave», a perturbé le vol d'Air France devant relier Antananarivo à Paris CDG, le 21 juin. L'Airbus A350 (vol AF935) a dû atterrir d'urgence à l'aéroport de Tunis Carthage (Tunisie). D'après les informations, un «passager extrêmement violent du nom de Jean Marc B était fortement alcoolisé» aurait agressé physiquement des hôtesses

et stewards ainsi que des passagers. Il a fallu quatre stewards pour le neutraliser à son siège et lui poser des liens de contention. «Entre agressions physiques, injures racistes et menaces, Jean Marc B s'est présenté auprès des passagers et de l'équipage comme l'ambassadeur de l'Union Européenne à Madagascar et menaçant ceux ci de représailles», rapporte-t-on. Ces

perturbations ont conduit le commandant de bord à prendre la décision de dérouter son appareil sur Tunis, ne pouvant continuer le vol dans ces conditions. L'avion a pu repartir sur Paris après un arrêt d'une heure et 30 minutes, le temps de remettre Jean Marc B aux autorités Tunisienne.

# Budget 2024 : le gouvernement envisage le report de plusieurs baisses d'impôts

ELSA CONESA. | LE MONDE.FR | 10 JUILLET 2023

**La prochaine loi de finances examinée au Parlement à l'automne se prépare dans la douleur. L'exécutif a promis de diminuer certains prélèvements mais le ralentissement de la croissance et le besoin d'économies budgétaires pourraient changer la donne.**

Chaque été, c'est la même histoire : il faut « faire rentrer l'édredon dans la valise », comme disent les budgétaires de Bercy, qui planchent actuellement sur le budget 2024, présenté au Parlement cet automne. Une expression maison qui résume la difficulté à boucler un budget alors que les dépenses excèdent le volume autorisé. Cette année ne déroge pas à la règle : Bercy s'est engagé vis-à-vis de Bruxelles à ramener le déficit sous les 3 % du PIB en 2027, contre 4,9 % prévus en 2023, avec une marche de 0,5 point de PIB dès l'an prochain. Depuis quelques semaines, le ministre délégué au budget, Gabriel Attal, s'active et reçoit un à un ses collègues du gouvernement, espérant tempérer leurs ardeurs dépensières. Signe des tensions entourant l'exercice, l'envoi des « lettres plafond », qui fixent le montant de dépenses et le nombre d'emplois pour chaque ministère en 2024, prévu initialement pour la mi-juillet, a été décalé de quelques jours. Chacun a été prié de trouver 5 % d'économies, officiellement pour financer la transition écologique. Mais l'équation est complexe. Les nouvelles dépenses ne cessent en effet de s'empiler, à commencer par le relèvement du point d'indice des fonctionnaires de 1,5 % annoncé en juin (+ 2,7 milliards d'euros en année pleine), ou encore l'augmentation des salaires des enseignants (qui coûtera 3 milliards d'euros en 2024). Il y a aussi les différentes lois de programmation (défense, justice, intérieur, recherche) qui figent les discussions. Ces lois pluriannuelles mobilisent désormais 25 % du budget de l'Etat chaque année. Avec le risque qu'une fois adoptée, chacune d'elles ne devienne une nouvelle base de négociation pour obtenir davantage l'année suivante.

L'exécutif a en outre promis la création de 700 nouveaux postes au Quai d'Orsay, dont le budget doit grimper de 20 % en quatre ans. En début d'année 2024, l'Etat devra enfin revaloriser les prestations sociales et les pensions pour suivre l'inflation, ce qui représentera une charge de plusieurs milliards. De nouveaux chèques sont par ailleurs attendus pour financer la transition écologique lors du prochain conseil de planification, décalé du fait des émeutes dans les banlieues. La première ministre, Elisabeth Borne, a indiqué dans un entretien au Parisien, dimanche 9 juillet, que l'enveloppe s'élèverait à 5 milliards d'euros supplémentaires, même s'il est possible qu'il s'agisse en partie d'un recyclage de mesures déjà annoncées – la cheffe du gouvernement avait par exemple promis en février 1,5 milliard d'euros par an de nouveaux investissements dans les infrastructures ferroviaires.



## « Une impasse budgétaire importante »

Reste qu'« il y a une impasse budgétaire importante », résume un conseiller de l'exécutif. D'autant que le pays va faire face à de nouvelles contraintes, comme le retour des règles budgétaires européennes en 2024, suspendues depuis le Covid-19. Le pays est sous la surveillance rapprochée des agences de notation, qui se pencheront sur le cas français à l'automne – le 20 octobre pour Moody's, soit en plein débat budgétaire à l'Assemblée. Dans ce contexte, Bercy veut donner des gages. Dans un hémicycle réuni en session extraordinaire avant les débats budgétaires, le ministère

présentera à nouveau en septembre sa loi de programmation des finances publiques, qui dessine la trajectoire budgétaire hexagonale jusqu'en 2027. Elle avait été rejetée en 2022 par les oppositions. A la clé, 18 milliards d'euros d'aides européennes débloquées, et un signal fort adressé aux créanciers du pays et à Bruxelles. « Ça a été une vraie bataille de ne pas être dégradé par les agences de notation au printemps, admet une source à Bercy. Si, en fin d'année, alors que l'inflation commence à ralentir, on se paie le mur de la dette et une dégradation, ce sera dur. » Car en face, les pistes d'économies sont encore incertaines. Bruno Le Maire en a promis de « 10 à 12 milliards d'euros » dès l'an prochain, dont le gros provient à court terme de la non-reconduction de dispositifs existants, comme les boucliers tarifaires mis en place pour absorber le choc de l'inflation dans l'énergie et l'extinction des aides à la construction de logements neufs (loi Pinel), qui rapportera 2 milliards d'euros. L'exécutif espère aussi récupérer jusqu'à 2 milliards d'euros dès 2024 en augmentant la prise en charge par les entreprises des arrêts maladie et grâce au moindre remboursement de certains médicaments. Il prévoit parallèlement de réduire l'avantage fiscal du gazole non routier, d'alourdir les taxes à l'achat sur les véhicules les plus émetteurs et les plus lourds, et possiblement de taxer les billets d'avion. Mais nombre de ces pistes sont présentées comme ayant des effets « progressifs ».

## Débat sur la suppression annoncée de la CVAE

A ces incertitudes pourrait s'ajouter un ralentissement de l'économie, déjà observé ailleurs en Europe, alors qu'en France, le secteur du bâtiment commence à souffrir de la hausse des taux, le tourisme et la distribution ont été affectés par les émeutes, et les restaurateurs se plaignent de devoir rembourser les prêts garantis accordés pendant la pandémie. La France table sur une croissance de 1 % en 2023,



jugée optimiste par les économistes, alors que la zone euro est entrée en récession au premier trimestre, sous l'effet de mauvais chiffres en Allemagne. « On est parfaitement conscient qu'il y a un ralentissement de la croissance partout dans le monde, notamment en Europe », a confirmé Bruno Le Maire sur LCI dimanche 9 juillet, indiquant qu'il faudrait attendre « septembre » pour évaluer la situation en France. « A partir de là, je ferai des propositions au président de la République sur le rythme de baisse des impôts », a-t-il ajouté. Car faute de parvenir à dégager suffisamment d'économies, l'exécutif envisage de ralentir le rythme des baisses d'impôts, notamment en reportant la suppression annoncée d'un impôt sur les entreprises, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Cet impôt local doit en effet disparaître l'an prochain. La moitié a été supprimée en 2023, pour 4 milliards d'euros, l'autre moitié doit disparaître en 2024, pour 4 milliards supplémentaires. « Il est question de reporter d'un an la deuxième tranche de CVAE, ou de l'étaler à nouveau sur deux ans », confirme un membre du patronat.

Une piste à laquelle Bruno Le Maire se dit pour l'heure farouchement opposé, du moins face aux chefs d'entreprise, craignant tout signal susceptible de remettre en cause les promesses qui leur ont été faites. Mais les collectivités locales, bénéficiaires des recettes de la CVAE, se sont toujours montrées hostiles à sa suppression, une position abondamment relayée par les oppositions lors des débats budgétaires en 2022. Il est probable que les élus reviennent à la charge cette année. « L'automne risque d'être violent au Parlement » Autre piste : revenir sur les exonérations de cotisations patronales pour les salaires compris entre 2,5 et 3,5 smic. La suppression de cet allègement de charges datant de 2016 et dont l'efficacité économique est débattue, est notamment poussée par le député Renaissance Marc Ferracci depuis l'automne 2022. Elle rapporterait 1,5 milliard d'euros, et Bercy n'y a pas, à ce stade, fermé la porte. Quant à la baisse d'impôt pour les classes moyennes promise par Emmanuel Macron en mai, il n'est pas certain qu'elle soit proposée dès le budget 2024, du fait de la complexité du bouclage budgétaire.

Cette mesure, chiffrée à 2 milliards d'euros et imaginée par Gabriel Attal contre l'avis de Bruno Le Maire, n'a pas encore été précisée. « Aujourd'hui, nous devons faire des choix, et je ne pense pas que nous aurons les marges de manœuvre pour la faire, indique le rapporteur du budget (Renaissance), Jean-René Cazeneuve. Mais tout dépendra des indicateurs macroéconomiques. » Il est possible que le président évoque cette mesure dans son intervention du 14-Juillet. Bercy s'attend d'ores et déjà à des discussions animées dans l'Hémicycle à l'automne, lors de l'examen du budget. Le débat sur la taxation des superprofits ou sur la fiscalité du patrimoine pourrait refaire surface. Comme en 2022, les oppositions ont été conviées à dialoguer à partir du 12 juillet pour préparer le projet de loi de finances 2024, dans le cadre de ce que le ministère a baptisé « les dialogues de Bercy ». « L'automne risque d'être violent au Parlement, indique-t-on à Bercy. Nous voulons associer au maximum les oppositions pour construire le budget. Voir reprendre une ou deux de leurs propositions. »

## Redevances minières : Ambatovy verse 198 milliards ariary

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 JUILLET 2023

**La compagnie minière d'Ambatovy a versé près de 44 millions de dollars de redevances pour l'exercice 2022.**

Sur une bonne lancée. La compagnie d'exploitation de nickel et de cobalt Ambatovy indique avoir versé près de 44 millions de dollars à titre de taxes, d'impôts et de redevances dans les caisses de l'État malgache au cours de l'année 2022. La multinationale a également dépensé plus de 340 millions de dollars pour acheter des biens et des services sur le marché local. Une contribution importante de la part de ce géant du secteur extractif à Madagascar qui reste toujours un des plus grands pourvoyeurs de capitaux en termes d'investissements directs étrangers pour la Grande île.

### Perspectives

Malgré le fait que la firme ait essuyé une diminution de sa production en glissement annuel au cours de l'année dernière, en raison de différents facteurs, elle continue de fournir des dizaines de milliers d'emplois aux Malgaches qui constituent 90% de ses employés. Pour l'exercice 2023-2024, Ambatovy envisage de passer à la vitesse supérieure. En effet, la société envisage



d'augmenter sa production de nickel et de cobalt. À savoir 40 000 tonnes de nickel produit contre 35 000 tonnes au cours de l'année précédente. Pour le cobalt, la production devrait passer à 3 600 tonnes contre 3 500 tonnes l'année dernière. Une information qui a déjà été annoncée quelques mois plus tôt par Sumitomo Corporation, la firme Japonaise qui est devenue le principal actionnaire d'Ambatovy dans son rapport de résultats annuel pour l'exercice 2022. Cette capacité

de production visée serait parfaitement possible, moyennant les projections de la compagnie pour cette année. En effet, Sumitomo corp évoque le fait que les opérations de la multinationale Ambatovy devraient nettement se stabiliser pour cette année. Cette cadence de production sera justement maintenue pour l'exercice 2024-2025. À noter que l'usine a une capacité de production maximale qui s'élève jusqu'à 60 000 tonnes par an. Un volume qui n'a jamais été atteint jusqu'ici.

# Secteur agricole : La modernisation s'accélère

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 JUILLET 2023

**La Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) a été dévoilée hier. Le projet bénéficie de l'appui de l'Union européenne à travers le programme RINDRA.**

Un coup d'accélérateur dans le processus de développement du secteur agricole à Madagascar, avec le lancement de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR). Concrètement, il s'agit d'un projet de proximité qui consiste à former des techniciens aptes à travailler dans le secteur agricole en milieu rural. « C'est un processus qui emboîte le pas à la première SNFAR échafaudée en 2012 qui vise également d'ici 2035 à « obtenir un dispositif de formation agricole et rurale performant et adapté aux défis actuels de la modernisation du secteur agricole ».



D'après les explications de techniciens de la direction de la Vulgarisation, Formation Agricole et Rurale (DVFAR) auprès du

MINAE. Cette fois-ci, la SNFAR s'étale sur les moyen et long termes. La durée fixée pour sa réalisation est de douze ans, au cours desquelles la stratégie sera régulièrement révisée. L'initiative qui est également appuyée par l'Union européenne à travers le programme RINDRA est accompagnée de la formation des cadres au sein du ministère ainsi que l'octroi d'attestations de « paysans vulgarisateurs ».

## Mise en œuvre

À en croire les propos du ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Harifidy Ramilison, cette initiative de son département (MINAE) entre justement dans le cadre du renforcement des capacités ainsi que l'enrichissement du capital humain au sein du secteur agricole. « Le MINAE veut développer la production économique à la base, pour arriver à cette fin, nous avons élaboré une stratégie nationale qui permettra la formation de nouveaux techniciens capables de faire face aux défis du secteur agricole afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. En effet, la formation agricole et rurale joue un rôle vital dans nos politiques de développement du secteur agricole », explique-t-il hier au Carlton Anosy, lors de l'atelier de présentation de la SNFAR. Les partenaires internationaux, pour leur part, sont enthousiastes à l'idée de concrétiser le projet. L'ambassadrice de

l'Union européenne à Madagascar, Isabelle Delattre Burger confirme que l'UE appuiera le projet. « Si nous avons décidé d'appuyer cette stratégie, c'est parce qu'elle est vraiment indispensable pour développer des systèmes alimentaires résilients et durables. C'est très important pour l'avenir et la mise en œuvre du plan parce que maintenant cela veut dire qu'il y a une réelle appropriation de la stratégie par toutes les parties prenantes », confie-t-elle. Quelques points restent toutefois à régler avant de réellement mettre en marche cette stratégie nationale. En effet, la question du financement reste à déterminer mais les partenaires techniques et financiers ainsi que la machine institutionnelle rassurent. « La phase de budgétisation de cette stratégie nationale sera finalisée d'ici quelques mois car ce projet devra démarrer cette année », indique le ministère. Selon les derniers chiffres en date, l'agriculture représenterait actuellement 21,9% du Produit Intérieur Brut de la Grande île avec 80% de la population active qui s'y attèle. Des exploitations agricoles qui sont pour la plupart, centrées autour de la maison familiale. La mise en œuvre de cette stratégie pourrait en effet permettre aux unités de productions traditionnelles d'optimiser leur rendement, avec un suivi régulier.

# Les métropoles européennes face à une gentrification galopante

| LE MONDE.FR | 11 JUILLET 2023

Flambée des prix de l'immobilier, politiques volontaristes de rénovation urbaine, « airbnbisation »... Partout en Europe, les agglomérations connaissent de profondes mutations. Au risque d'une certaine uniformisation et d'une exclusion d'une partie de la population.

Et s'il ne fallait pas s'arrêter uniquement au visage subitement pris par une rue commerçante ? Si tout était plus complexe que les conclusions hâtives que l'on pourrait tirer en comparant les enseignes d'une rue comme celle de l'Eglise, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), avec les magasins présents il y a encore quelques années ? Car, effectivement, cette allée semi-piétonne, à deux pas de la mairie de cette ville de la proche banlieue de Paris, où s'installent nombre de familles de l'est de la capitale, n'a plus rien à voir avec son allure d'il y a dix ans. Au Royal, « spécialités orientales », avec ses tables en plastique dressées dehors, ont succédé L'Atelier, un fournil où les boules de pain (khorasan, pavot, olives de Kalamata)

ne se cuisent pas aux aurores et s'achètent avec un shortbread aux fruits rouges. Un peu plus loin, il y a l'Archi-Boucher, littéralement un architecte devenu boucher à 46 ans, dont la vitrine, façon verrière industrielle, a remplacé l'entrée du garage de l'Eglise. Il faudrait aussi citer, en lieu et place du Bureau information jeunesse, La Petite Epicerie, où les figues, les tomates, les chèvres, les boudins, et peut-être même les paquets de chips, arrivent tout droit du producteur ; la poissonnerie et ses palourdes « sauvages » qui a succédé à la bibliothèque sonore ; « l'artisan québabiste » au serrurier. Deux fois dans l'année, des parents patientent une heure devant la librairie jeunesse pour inscrire leur enfant au club de lecture et à la soirée Harry Potter. Dans ce quartier, terminus de la ligne 9 du métro parisien, la véritable bascule s'est opérée, il y a six, sept ans, quand La Petite Epicerie a ouvert, que le déménagement du Méliès, « plus grand cinéma public d'art et essai d'Europe », a consacré le réaménagement de la place,

et que le promoteur Nexity livrait sur les vestiges de l'ancien garage une résidence de standing et son quota de logements sociaux. Le magasin Biocoop a suivi de peu. « Gentrification ! », dénonceront certains, sans renoncer à leur tournée fournil, boucher, fromager du samedi.

## Concept né dans les années 1960

« Nous n'avons pas vocation à dresser des ponts-levis et des herses à l'entrée de la ville. Montreuil est attractive, nous devons avoir une capacité d'accueil, répond Gaylord Le Chequer, l'adjoint au maire (PCF) chargé de l'urbanisme. Mais il faut permettre à ceux, déjà là, de continuer à y vivre. » Il pense notamment aux jeunes adultes de la cité de la Noue, toujours chez leurs parents faute de trouver un studio à un prix décent. En proche banlieue est de Paris, les prix des appartements à l'achat sont en moyenne passés de 4 000 euros le mètre carré à plus de 5 000 euros en cinq ans. L'élu sait aussi le défi que représentent l'arrivée du tramway et le prolongement de la ligne 11 du métro.



Les promoteurs défilent et déroulent leurs offres. Pour lutter contre la spéculation et répondre à la crise climatique, les urbanistes font le pari de « planter d'abord, construire parfois », même si l'équation financière reste encore à trouver. Montreuil, ses voisines de l'Est parisien, des exemples parmi d'autres anciennes villes ouvrières profondément transformées depuis que les usines ont fermé une à une. Il n'existe pas de schéma universel, implacable de la gentrification. Ce phénomène, pour la première fois documenté dans les années 1960, à Londres, par la sociologue Ruth Glass, a d'abord décrit l'évolution de la composition sociale d'un secteur délaissé, convoité par des plus jeunes et des plus diplômés. A la fin des années 1970, le géographe écossais Neil Smith propose une autre lecture : c'est le capital qui réinvestit les centres urbains, et non les gens. La dépréciation bien avancée des logements d'un quartier attire les investisseurs qui visent la culbute financière. La réalité est certainement entre les deux, et surtout bien plus diverse, se sont accordées les générations suivantes. Mieux vaut parler de « gentrifications », au pluriel, insistent le collectif de chercheurs (Marie Chabrol, Anais Collet, Matthieu Giroud, Lydie Launay, Max Rousseau et Hovig Ter Minassian) dans leur ouvrage éponyme (Editions Amsterdam, 2016). Rien ne sert d'opposer anciens et nouveaux, complète le géographe Jean-Pierre Lévy en préambule. Les « gentrifieurs » d'hier seront peut-être les « gentrifiés » de demain. La gentrification participe « au fait urbain contemporain et la comprendre, c'est comprendre la ville ». C'est de cette réalité complexe, avec ses côtés pile, ses nombreux revers, qui n'épargne aucune métropole d'Europe dont Le Monde a voulu rendre compte. La vitesse du processus, la forme qu'il prend, dépend du contexte local. Le rapport à la propriété n'est pas le même à Berlin, capitale de locataires, qu'en France, où plus de la moitié des ménages (57,7 %) possède sa résidence principale. Londres a bradé ses logements sociaux ; Paris, qui en compte 25 % en 2023, vise 40 % de logements publics d'ici à 2035. Si le phénomène est ancien, il revêt de nouveaux aspects, notamment avec l'explosion des meublés touristiques, qui ont même gagné le quartier anarchiste d'Exarcheia, à Athènes, les faubourgs espagnols de Naples, en Italie, associés dans les esprits au crime organisé. L'« airbnbisation » des villes serait-elle le stade ultime de la gentrification ? A Paris, le seuil des 10 000 euros du mètre carré a été franchi. Or, si les cheminées ont disparu du paysage, les hommes et les femmes qui font tourner la société postfordiste, les plus précaires qui préparent la ville à l'aube

quand les cadres dorment encore, n'ont pas disparu. Mais ils ne s'y logent plus.



### **Anciennes usines transformées en incubateurs de start-up**

En France comme ailleurs, les métropoles sont les plus concernées, là où prospère l'industrie de services et du tourisme. Lille, avec ses 236 000 habitants, est un parfait exemple de l'embourgeoisement des lieux populaires qui a suivi la transformation de l'économie : en trente ans, la part des emplois tertiaires a augmenté de 30 % sur la ville, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Bois-Blancs, à la périphérie mais facilement accessible à vélo ou en métro, est emblématique de cette métamorphose. Depuis les années 2000, ce quartier est devenu la terre d'accueil des jeunes actifs. On les retrouve attablés sur des péniches-restaurants ou à la terrasse des bars qui bordent « la gare d'eau », l'ancien port industriel devenu une halte nautique. C'est au bord des canaux que s'est implanté en 2009 le pôle d'excellence numérique EuraTechnologies. Logé dans une usine textile, l'incubateur de start-up a créé 7 000 emplois en quatorze ans. Autour, les prix se sont envolés : une « semi-bourgeoise » en briques des années 1930, 105 mètres carrés avec jardin, vendue 200 000 euros en 2008, a été acquise au double en mai. Paris et l'Est parisien sont souvent désignés comme le fief des « bobos », avec tout ce que cela sous-entend : les « classes créatives » et intellectuelles chassent les plus précaires. La métropole parisienne n'est toutefois pas l'agglomération la plus ségréguée de France. Elle arrive en cinquième place derrière Rouen, Lille, Tours et Marseille-Aix, selon une étude publiée en février par l'Atelier parisien d'urbanisme et l'Insee. Bien sûr, l'Ouest demeure un ghetto de riches, qui ne cesse de se conforter. Bien sûr, les écarts de revenus sont élevés dans le Grand Paris. Mais en regardant comment les ménages cohabitent à une échelle très fine (des carreaux de 200 mètres sur 200 mètres), et son évolution sur quinze ans, « 69 % des carreaux qui étaient mixtes le sont encore », relèvent Emilie Moreau et

Clément Boisseuil, deux des auteurs de l'étude. « La mixité se maintient, y compris à Paris, notamment grâce au parc social. Et, ailleurs, les dynamiques de gentrification ne sont pas aussi massives » que la production universitaire en donne l'air. Montreuil la caricaturée, qui comptait 32,6 % de logements sociaux en 2019, en affichait 37,6 % en 2022. Les politiques de « rénovation », de « réhabilitation », de « résorption » de l'habitat insalubre, accélèrent tout de même la gentrification, comme en attestent les dernières études. La volonté de « gentrifier » n'est jamais exprimée publiquement. Tout au plus certains élus ont-ils défendu la « mixité sociale à l'envers » pour rééquilibrer des rues comme celle de la Goutte-d'Or, dans le 18e arrondissement de Paris, et « casser le ghetto ». Mais même quand l'arrivée des plus riches n'est pas formulée clairement, « il a été montré que les quartiers en régénération sont, à un moment donné de leur trajectoire, le lieu d'investissements publics lourds qui conduisent la plupart du temps à créer les conditions d'ancrage ou d'accélération du processus », notent les auteurs de Gentrifications. A Bordeaux, c'est net : la ligne de front suit les livraisons des secteurs mis en chantier sous l'ère d'Alain Juppé. Sur la rive gauche de la Garonne, à Bacalan, entre 2011 et 2019, les cadres sont passés de 10 % à 18 %. « L'augmentation la plus forte se fait même seulement dans la moitié de cette zone, celle dite "des Bassins à flots", où sont construits les nouveaux logements, précise Laurent Chalard, docteur en géographie à l'université Paris-IV-Sorbonne. La proportion de cadres y est passée de 14 % à 24 %. » Cela risque de ne pas s'arrêter là. L'opération Euratlantique, 730 hectares autour de la gare Saint-Jean, entend devenir le plus grand projet d'aménagement urbain et de développement économique de France, derrière celui du Grand Paris. Des villes comme Malaga, en Espagne, ont connu une lune de miel, une fois leur centre réhabilité. Puis les touristes, attirés par les nouveaux musées, et les retraités expatriés ont fini par débarquer. La déconvenue est sévère. Alors que des universités privées s'installent encore, les anciens d'un quartier de pêcheurs craignent de devoir partir. Dans le centre d'Athènes, devenu le terrain de jeu d'investisseurs étrangers transformant des immeubles entiers en studios réservés à la location saisonnière, la spéculation menace les étudiants, les familles immigrées, les personnes à bas revenu... et provoque des conflits. A Marseille, la situation se tend aussi. L'écrivain Hadrien Bels en a fait un excellent roman, Cinq dans tes yeux (L'Iconoclaste, 2020), inventant le terme « venants » pour décrire les nouveaux venus qui s'installent

au Panier (2e arrondissement), au Camas (5e), ou autour d'Endoume (7e).

### Clivages entre populations

En mars de cette année, des appartements loués sur Airbnb ont été vandalisés, leurs murs couverts de tags. En juin, une polémique a agité la rue d'Aubagne (1er) où, en 2018, l'effondrement de deux immeubles a fait huit victimes. Sous la menace d'habitants, un « repas de rue » organisé par un café-cantine, ouvert en 2020, a été annulé. Il proposait une bouillabaisse à 48 euros à quelques mètres d'un marché à la sauvette. « Un crachat sur les populations locales qui n'arrivent pas à se loger dignement », décryptait Kevin Vacher, sociologue et pilier du Collectif du 5-Novembre, créé après la catastrophe. La municipalité dénombre 11 000 appartements loués sur Airbnb. C'est 20 % de plus qu'en 2022. Le « clivage » entre les Parisiens descendus du TGV et les populations historiques est réel, reconnaît Sophie Camard, la maire (Printemps marseillais) des 1er et 7e arrondissements, qui voit tout de même d'un bon œil l'arrivée de jeunes couples. « On ne peut pas accepter de devenir exotique dans sa propre ville », s'agace Jean-Laurent Feurra, fils d'un couple de poissonniers du quartier Bompard (7e), qui vient de fermer boutique. Réalisateur dans l'audiovisuel et enseignant, il dit « ne plus reconnaître personne » dans les rues de son enfance, entend « l'accent disparaître » et s'étonne qu'on lui demande, dans les diners, s'il est « un vrai Marseillais ». Il n'est pas contre l'ouverture de librairies et de cafés là où ils manquaient, mais il déteste « la mentalité de colons des nouveaux venus », l'arrogance ultime étant ces commerçants qui disent vouloir « faire vivre le quartier ».

### Outils juridiques de régulation

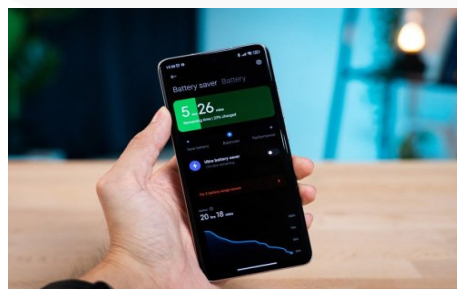
En France, les villes disposent d'un arsenal juridique pour réguler le logement sur leur territoire, et n'ont cessé de le renforcer. En complément de la loi Solidarité et renouvellement urbain, qui impose 25 % de logements sociaux à toute ville de plus de 3 500 habitants, Paris et Lille imposent un quota dans chaque opération. A Lille, cette « servitude de mixité sociale » oblige les promoteurs à prévoir entre 30 % et 35 % de logements sociaux

pour tout programme de plus de dix-sept logements. A Montreuil, c'est 40 % au-delà de vingt-cinq appartements. En 2016, Lille fut aussi la première, après Paris, à tester l'encadrement des loyers. Deux ans plus tard, elle innovait avec le bail réel solidaire, un outil antispéculatif permettant à un primo-accédant d'acquérir un logement sans le foncier, qui reste la propriété des pouvoirs publics. Autre instrument censé endiguer la gentrification lilloise, La Fabrique des quartiers, une société publique qui réhabilite l'habitat insalubre et revend à prix maîtrisé. Nantes, en plein développement, a opté pour la bonne vieille zone d'aménagement concerté (ZAC) pour densifier les 25 hectares autour de la place de la République, au sud-ouest de l'île de Nantes. Quatre mille nouveaux habitants sont attendus à l'horizon 2030. Même si des restaurants et des commerces branchés ont déjà ouverts, les élus espèrent que cet outil largement éprouvé les aidera à maîtriser la mutation de cette friche. Le cahier des charges est ferme. « Sur chaque ZAC, l'objectif est de produire 35 % de logements sociaux et de 15 % à 20 % d'habitations en bail réel solidaire », rappelle Thomas Quéro, adjoint (PS) à la mairie, chargé des projets urbains. Les résultats sont là. Grâce au bail réel solidaire, le prix des logements en accession abordable plafonne autour de 2 800 euros le mètre carré, quand le prix moyen du neuf atteint 6 145 euros le mètre carré. Dans une étude publiée en 2022, l'Insee a reconnu que les ZAC « encouragent la construction de quartiers mixtes » et « limitent la gentrification qui s'observe à l'échelle de la métropole ». Une bonne partie du marché échappe toutefois à la régulation. « Les politiques publiques ne ciblent pas assez un phénomène grandissant : 70 % du marché immobilier lillois est capté par les investisseurs, qui louent ensuite à des étudiants ou à des jeunes professionnels. Les biens y offrent une rentabilité locative bien supérieure », constate Fabien Desage, spécialiste des politiques du logement à l'université de Lille. La difficulté, reconnaît Stéphane Pfeiffer, adjoint au maire (EELV) de Bordeaux chargé de l'habitat, « c'est que produire du logement social dans le centre ancien coûte tellement d'argent que l'on

n'arrive pas à tenir le rythme ». Et que la part de logement social ne compensera jamais l'expansion du marché libre.

### « Droit à la ville »

Préempter, maîtriser le foncier a un coût, de fait. Cela vaut pour le résidentiel comme pour les commerces. Car il ne s'agit pas seulement de veiller à loger tous les profils dans un même quartier, il faut que ces derniers puissent se nourrir, boire un café, « avoir le droit à la ville ». Plus que d'autres, les habitants déjà là « doivent faire face, plus localement, à la forte augmentation des prix de certains commerces ou de services de proximité », notent les auteurs de Gentrifications. Montreuil a délibéré pour préempter les commerces, mais n'a, pour le moment, ni l'outil ni les finances pour s'y employer. Le résidentiel, enfin, ne fait pas tout. Aides-soignantes et ingénieurs peuvent vivre côte à côte, le rapprochement physique n'abolit pas forcément les distances sociales. L'école en est l'exemple le plus flagrant. Il n'y a qu'à regarder le taux d'évitement de certains collèges au moment de l'entrée en 6e. Pour accompagner les efforts des villes, il faudrait que ces établissements reçoivent des moyens à la hauteur de leurs besoins. A défaut, les plus favorisés fuient, les autres subissent. Karim Bouamrane, le maire (PS) de Saint-Ouen-sur-Seine, dont la ville, au nord de la capitale, connaît une ascension fulgurante avec le prolongement de la ligne 14 et la construction du village olympique, y veille particulièrement. Aux jeunes du Vieux-Saint-Ouen, il veut montrer la voie qui mène à la médecine. Une convention avec le futur hôpital universitaire est en préparation. Les élèves iront en stage « le plus tôt possible, pour qu'une fois au lycée ils aient le parcours en tête ». Cela vaudra pour les six établissements supérieurs (ingénieurs, finances, cybersécurité, sport) installés, ou d'ici peu, sur la commune. Sa dernière prise ? Le danseur Benjamin Millepied, ancien directeur de la danse à l'Opéra de Paris, soucieux, lui aussi, des classes populaires, qui prévoit d'installer son futur campus dans l'ancienne patinoire de la ville.





# Projet ODOF : Deux unités industrielles à Fénérive-Est et Soanierana Ivongo

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUILLET 2023

**Sans relâche, le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC) poursuit la mise en œuvre de son projet ODOF.**

L'Atsinanana a été encore gâté avant-hier, puisque deux districts de la région viennent d'être dotés d'une zone de pépinière industrielle chacun. Ce sont respectivement Fénérive-Est qui a reçu une unité de traitement destinée à sécher les fruits, et Soanierana Ivongo qui s'est vu offrir une machine de production de chips. D'après les explications, « Cette machine permet de sécher les fruits pour les stocker. Les produits séchés sont exportés et vendus ». Outre le litchi, le district produit 3000 tonnes de fruits par an. L'usine peut traiter et faire sécher 200 à 300 kilos de fruits par chargement. À titre indicatif, il faut environ 16 heures pour faire sécher le litchi, 12 heures pour la banane et 4 heures pour l'« ampalibe ». L'arrivée de cette machine a été vivement saluée par les producteurs locaux qui, par la voix du président de la coopérative Taratra d'Analanjirofo, Modeste Fresson a déclaré : « Il y a beaucoup de

litchis à vendre dans l'Analanjirofo. Ces litchis se transformeront en argent lorsque cet équipement arrivera. Il en va de même pour les fruits abîmés et pourris dans les champs ».



## Engagement

À Soanierana Ivongo, la remise de la nouvelle unité industrielle a également été vivement appréciée par la population locale. Lors d'une démonstration publique de l'usine de fabrication de chips, le gouverneur de la région Analanjirofo, Marcellin Randriamanantena a déclaré :

« On nous donne cet outil pour transformer nos produits. Il n'y aura plus de bananes pourries et abîmées dans notre pays ». Dans ce sillage, il a exhorté la population à planter les bananes. L'usine de fabrication de chips de Soanierana Ivongo consomme 100 kilos de matières premières par heure ou 1 tonne par jour. La zone industrielle augmentera non seulement les revenus des agriculteurs, mais répondra également aux besoins nutritionnels des consommateurs. Il a été rappelé que la création de cette zone industrielle est un accomplissement de l'engagement du Président pour la promotion de l'industrialisation du pays et qu'aucun district ne sera oublié. Comme pour toutes les précédentes pépinières industrielles, un appel à projets sera envoyé aux entrepreneurs intéressés par la gestion de l'entreprise. Les opérateurs ont trois semaines pour répondre. Un comité spécial examinera les documents reçus. Lorsque l'on saura qui gèrera l'industrie, l'entrepreneur et la coopérative d'agriculteurs qui produisent les matières premières et le gouvernement signeront l'accord de coopération.

# Raccordement électrique : 1 061 Branchements Mora réalisés à Tanà, début du projet à Fianarantsoa

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 12 JUILLET 2023

**105 000 ménages à Antananarivo et 300 000 ménages dans tout le pays bénéficieront des Branchements Mora, lancés par l'Etat avec la Jirama. Selon le MEH (Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures), des avancées sont déjà enregistrées dans ce projet.**

Une installation gratuite et un kit d'installation à prix réduit aux alentours de 30 000 ariary. C'est ce qui diffère les Branchements Mora des branchements habituels au réseau électrique de la Jirama. Pour le MEH, il s'agit de donner accès à l'électricité à tous les ménages, même ceux qui sont les plus démunis. En effet, le kit d'installation comprend un compteur prépayé, un kit d'éclairage et un kit ready board comprenant un tableau préconfiguré, le câblage, ainsi que des prises pour le câblage électrique interne. Alors que le projet vient d'être lancé à Fianarantsoa, lundi dernier, 1 061 Branchements Mora ont déjà été réalisés à Antananarivo. Le 7 juillet dernier, une délégation, composée de représentants du MEH, de la Jirama, de la Banque mondiale qui finance le projet et de l'AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage), a fait une descente dans plusieurs fokontany de la ville d'Antananarivo, pour visiter les ménages bénéficiaires du projet. A

Ambonilalana Andohanimandroseza et à Tsiadana, le Branchement Mora est très apprécié par les habitants concernés, qui ont confirmé des changements positifs dans leur quotidien. D'après le MEH, 5 000 autres ménages bénéficieront de ces branchements dans un bref délai. À terme, le projet vise à atteindre 105 000 foyers à Antananarivo.

## Inclusif

Sur tout le territoire malgache, l'objectif est de réaliser 300 000 Branchements Mora, dans le cadre de la réalisation du Velirano n°2 « Energie pour tous ». A Fianarantsoa, la mise en œuvre du projet a été lancée la semaine dernière. Actuellement, 400 ménages ont déjà formulé une demande de raccordement à l'électricité via le projet Branchement Mora, et ont déjà payé les droits nécessaires à cet effet. En tout, 5 400 ménages bénéficieront de ce projet à Fianarantsoa, selon les prévisions du ministère de tutelle. Le lancement officiel de sa mise en œuvre s'est déroulé lundi dernier, en présence de représentants du MEH, de responsables du projet au sein de la Jirama et des autorités locales.

## Amélioration de la production

Avec ces nombreux raccordements, la Jirama renforce également en parallèle,

sa capacité de production d'électricité. Dans ce cadre, cette société d'État doit privilégier les énergies renouvelables moins coûteuses et plus durables, selon le MEH. Certes, les projets d'aménagement de centrales hydroélectriques et la mise en place de centrales solaires dans les quatre coins du pays confirment cette tendance. À Ambilobe, la centrale solaire en construction est achevée à 99%, selon le MEH. Cependant, pour favoriser un service de qualité, la Jirama opte pour une hybridation avec une centrale thermique fonctionnant au fioul lourd. Les travaux d'installation de celle-ci sont achevés à 40%, selon les informations. « Les deux groupes électrogènes, d'une capacité de 800 KW chacun, sont déjà arrivés à Ambilobe. Suivant nos objectifs, ces groupes devraient être opérationnels le 24 juillet, au plus tard, pour qu'Ambilobe et ses environs puissent bénéficier de l'électricité produite. En outre, l'objectif est de réduire progressivement la dépendance à l'énergie fossile, d'où la mise en place de centrale solaire d'une capacité de 1MwC », ont indiqué les responsables du projet, auprès de la Jirama. Pour Ambilobe, ces projets en cours bénéficieront à 3 750 personnes.

# Rindra Hasimbelo Ravarinirinarison : La MEF reçoit le trophée du meilleur ministre africain de l'année

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 12 JUILLET 2023

**L'un des moments forts de la 13e édition des African Business Leadership Awards (ABLA) qui s'est tenue ces deux dernières journées à Londres, aura été sans conteste la remise des trophées aux lauréats.**

La Grande Île était doublement à l'honneur puisque si la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo a reçu le trophée du meilleur ministre africain de l'année, reprise économique, croissance et développement ; l'Economic Development Board of Madagascar, a, quant à lui, décroché le titre d'Agence de promotion, du commerce et des investissements de l'année.

## Talents

La cérémonie qui entre, par ailleurs, dans le cadre du 8e sommet de l'African Leadership Magazine (ALM), organisateur de l'ABLA était, en tout cas, l'occasion de démontrer les talents des leaders africains, notamment dans le domaine du développement économique et des affaires. Des sommités africaines sont intervenues durant les différentes séances de ce sommet. On peut citer, entre autres, Renganaden Padayachy,

ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement de l'île Maurice ; Johnny Ohisa Damian, gouverneur de la Banque Centrale du Soudan du Sud ; Jonathan Fonati Koffa, vice-président de la Chambre des représentants du Libéria ; Sandy Verma, membre de la Chambre des Lords du Royaume-Uni ; Lord Dolar Popat, membre de la Chambre des Lords du Royaume-Uni ; Muhammed Bello Abubakar, PDG du Galaxy Backbone Limited, Nigéria.

## Potentialités de Madagascar

La ministre de l'Economie et des Finances de Madagascar, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, a, quant à elle, prononcé un discours sur les intérêts économiques et les potentiels de l'Afrique, notamment de Madagascar. Une occasion pour la Grande argentine malgache d'exposer les importantes potentialités de Madagascar, dans le domaine de l'agro-industrie et de l'agriculture biologique. Elle a également fait état de la qualité et de la compétitivité de la main-d'œuvre malgache et du statut de Madagascar en tant que terre d'investissement abordable. L'EDBM, qui



a donc été également primé à Londres, est d'ailleurs un organisme travaillant sur la promotion de Madagascar en tant que pays d'accueil des investissements directs étrangers. Quoiqu'il en soit, cette double présence de Madagascar à ce sommet de l'African Business Leadership Awards est une bonne chose pour l'image du pays. Dans la mesure où cette plateforme se fixe, entre autres, comme objectif d'apporter le meilleur de l'Afrique à des audiences et des plateformes mondiales. Les lauréats quant à eux, sont considérés comme de bons exemples de leadership progressif et transformationnel en matière d'affaires et de politiques sur le continent.

# Innovations technologiques : Promotion des cultures agricoles sur un terrain sablonneux

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 12 JUILLET 2023

**L'Agence de Développement Inclusif et Durable (ADID) vient de réaliser des innovations agricoles contribuant à la lutte contre l'insécurité alimentaire, et partant, à l'autosuffisance alimentaire tant prônée par l'Etat.**

Cette agence voulant apporter sa contribution au développement durable au niveau du secteur agricole, comme son nom l'indique, a pu réaliser des innovations technologiques, en travaillant en partenariat avec une entreprise se spécialisant dans le domaine de l'exportation de litchi. « C'est une nouvelle étape franchie pour lutter contre l'insécurité alimentaire au niveau des producteurs de litchi et de vanille dans la partie Côte Est de Madagascar. Il s'agit notamment de la promotion des cultures agricoles sur un terrain sablonneux, grâce à l'utilisation des engrais biologiques issus de la transformation de déchets organiques enrobés avec des éléments nutritifs résultant des recherches des scientifiques au sein du FOFIFA. Les expérimentations menées sur nos sites de démonstration à Toamasina, ont été concluantes », a déclaré Faly Rasamimanana, co-fondateur de l'ADID, qui plus est, le promoteur de ce concept de

développement inclusif et durable.

## Rendements satisfaisants

En effet, « des cultures maraîchères ainsi que des cultures de maïs et de riz, ont été lancées sur un terrain sablonneux. Nos techniciens agricoles qui ont travaillé en étroite collaboration avec les chercheurs ont effectué des analyses pédologiques du terrain afin de déterminer la composition d'engrais organiques qui y sont adaptés. Une usine de production d'engrais organiques à partir de la transformation des déchets organiques est déjà opérationnelle. Sa capacité de production s'élève à 2 tonnes d'engrais organiques par jour. Les produits transformés seront encore enrobés d'oligo-éléments qui ont été fabriqués à partir de l'exploitation des plantes comme le nîme et la consoude ainsi que bien d'autres pratiques agricoles. Les engrais organiques issus de ce processus qui seront mis à la disposition des producteurs varient ainsi suivant les conditions pédologiques de leurs sols. Mais une chose dont on est sûre. Les rendements de productivité obtenus lors des expérimentations réalisées à Toamasina ont été satisfaisants. Ce qui permettra également de fertiliser les sols »,

a-t-il poursuivi. L'Agence de Développement Inclusif et Durable prévoit ainsi de diffuser ces innovations technologiques auprès des coopératives de producteurs opérant dans les filières vanille et litchi dans la partie Côte Est de la Grande île tout en contribuant à une transformation de l'agriculture.

## Vulgarisation à grande échelle

Par ailleurs, « nous avons lancé un camion mobile qui se charge de la vulgarisation à grande échelle de ces innovations technologiques dans le domaine agricole, auprès des régions à forte potentialité agricole comme Ambatondrazaka et Analamanga. La duplication à grande échelle de cette usine de production d'engrais organiques dans d'autres régions, n'est pas en reste. Raison pour laquelle, nous sollicitons l'implication des autres membres du secteur privé œuvrant dans le secteur de l'agro-business, pour ce faire. En effet, ces innovations contribuent non seulement à améliorer la production agricole mais aussi à créer des emplois ruraux tout en préservant l'environnement », a fait savoir Faly Rasamimanana.

# Entre exode urbain et surtourisme : à Amsterdam, la mairie voit rouge

JEAN-PIERRE STROOBANTS. | LE MONDE.FR | 12 JUILLET 2023

L'Europe gentrifiée 2/7. La capitale des Pays-Bas veut déménager en périphérie son « quartier chaud » pour y installer de nouveaux habitants. Après les travailleurs du sexe, les résidents craignent d'être les suivants à être chassés. Une nouvelle étape de l'embourgeoisement de la ville. Peter, un habitant de la rue Weesper, dans le centre de la ville, est en colère. Il s'en prend à la « rage » qui animerait la mairie d'Amsterdam, dirigée par l'élue écologiste Femke Halsema, et à sa « politique des symboles ». Il lui reproche notamment d'avoir placé des bacs de fleurs au milieu de sa rue, avec l'« obsession » d'en chasser les voitures au profit des habitants. « Je suis un habitant ! Mais pas un de ces bobos auxquels il faudrait, selon les Verts et leurs amis, "rendre la ville" », fulmine Peter, attablé dans un brune kroeg, un bistrot de quartier. Le lendemain, l'affaire de la rue Weesper fait la « une » de Het Parool, le quotidien d'Amsterdam. Des ambulanciers et des pompiers qui se rendaient sur un sinistre ont été arrêtés par les bacs de fleurs, qu'ils ont dû déplacer. L'adjointe à la mobilité est désormais sommée par l'opposition de rendre un rapport quotidien sur les entraves à la circulation dans la capitale. Peter exulte : « On va gagner et on va aussi gagner la bataille pour De Wallen! » Proche de sa rue, qui la borde à l'ouest, cette zone dite des « remparts », longtemps enclose, couvre environ 6 000 mètres carrés dans la partie la plus ancienne de la capitale néerlandaise. Aujourd'hui, elle est au cœur d'une polémique entre ses habitants, la mairie et les travailleurs du sexe, qui ont assuré sa renommée. Sans compter les autres citoyens de la ville, qui semblent tous avoir un avis quant à son avenir.



## Un million d'habitants, dix-huit millions de touristes

En 2008, des prédécesseurs de Mme Halsema ont rebaptisé De Wallen et l'ont transformée en une marque mondiale : The Red Light District, « quartier chaud », « quartier rouge » comme les tubes au néon qui éclairent les vitrines exposant des centaines de prostituées. Sur le plan

touristique, le succès a été éclatant : en 2022, dix-huit millions de touristes sont venus à Amsterdam – qui compte aujourd'hui un peu moins d'un million d'âmes. Et la grande majorité ne voulait évidemment pas manquer le défilé le long des canaux et des ruelles une fois le soir venu. Désormais, la mairie et ses adjoints, socialistes et libéraux de gauche, veulent mettre le holà à ce qu'ils appellent le « surtourisme », que les voyages à bas coût et le phénomène Airbnb ont encouragé. Trop de monde, trop de bruit, trop d'incivilités, pas assez de préoccupation pour les quelque dix mille habitants que compte la zone, où l'on pourrait, selon les autorités, attirer de nouveaux venus à condition de la réformer et de la sécuriser davantage. Des arrivants capables d'endiguer l'exode urbain (près de 80 000 habitants, les moins aisés pour une bonne part, ont quitté Amsterdam en 2021) mais aussi de régler un loyer qui sera probablement lourd : le pays, sa capitale en particulier, connaît une pénurie de logements qui s'aggrave et fait grimper tant les prix que les exigences financières des propriétaires – l'un deux, issu de la noblesse, posséderait deux cents appartements dans le centre-ville... Un appartement en location coûte, par mois, au moins 30 euros au mètre carré, et encore faut-il le trouver : le parc disponible, déjà très étroit, s'est contracté de 29 % en l'espace d'un an. A la vente, le prix du mètre carré avoisine 10 400 euros, ce qui exclut la classe moyenne, même supérieure. Pour impulser un changement, dont beaucoup redoutent qu'il aboutisse à éloigner un peu plus les moins riches, il faudrait donc, aux yeux de la majorité en place, briser l'image d'une ville qui a pourtant largement contribué à forger son statut de « paradis du sexe et de la drogue ». Mais comment faire ? Inutile de compter sur la municipalité pour en savoir plus : la maire n'a « pas de temps » pour la presse internationale et en aurait déjà assez dit sur le sujet. Son administration ne peut s'exprimer, et même si l'on égrène le vocabulaire pour tenter de forcer une réponse quant à l'objectif final pour le quartier (embourgeoisement ? gentrification ? boboisation ?...), on se heurte au même mur de silence.

## « Amsterdam a toujours été la ville du péché »

Une certitude : la mairie espère déplacer l'activité des travailleurs du sexe dans une autre partie de la ville à l'horizon 2030. Elle a commencé par racheter des immeubles du « quartier rouge » pour tenter d'implanter des commerces de proximité. Un demi-succès :

les magasins s'interrogent, eux aussi, sur l'avenir de la zone et hésitent, témoigne Ravi, un Pakistanais vendeur de souvenirs. « Ici, il n'y a pas de boulanger, pas d'épicerie, et les seuls vêtements que tu pourras acheter sont des dessous coquins », explique-t-il en s'esclaffant. Le « quartier rouge » d'Amsterdam peu après minuit, le 10 juin 2023. JORIS VAN GENNIP / LAIF-REA Entre les vitrines, où les travailleuses d'Europe de l'Est sont désormais majoritaires, on ne trouve effectivement que des enseignes de donuts, de ramens, de pizzas et d'alcool ainsi que quelques lieux inattendus : l'Armée du salut et un local évangélique où Jan, un ancien détenu qui affirme avoir lu entièrement la Bible, assène ses vérités : « Amsterdam a toujours été la ville du péché, et ça ne changera pas. » Tandis qu'il évoque son parcours, des policiers à vélo arrivent à la rescousse d'une prostituée qui a activé le bouton d'urgence mis à sa disposition. Pour limiter le flux des badauds, certains acteurs du voisinage réclament, eux, l'installation de portiques aux entrées de la zone, comme dans un parc d'attractions.

## Anciens et nouveaux habitants

Eva aimerait, elle aussi, que les choses changent. Cette alerte septuagénaire fait partie de la Wallenwacht (« la garde des Wallen »), un mouvement qui compte plusieurs centaines de membres, dont certains patrouillent pour tenter de veiller à la préservation des lieux quand s'y presse une foule de fêtards éblouis par les enseignes du Sex Palace, de la Casa Rosso et du Live Porno Show. « Les filles ont été placées dans les vitrines en 1920 quand on a interdit la prostitution de rue et il faut qu'elles y restent. Mais nous devons vraiment faire cesser ce cirque insensé de milliers de gens qui se pressent ici chaque soir », dit-elle. Née dans le quartier, elle jure qu'elle y restera toujours, mais elle regarde d'un œil un peu inquiet, et pas très aimable, sa nouvelle voisine, Christel, en train de ranger son bakfiets, le vélo-cargo dans lequel elle transporte ses jumeaux. « Avec son mari, ils ont racheté un appartement qu'aucun de nous n'a jamais pu se payer. C'est vrai que je commence à me demander si on ne veut pas éjecter les filles pour nous jeter, nous aussi, plus tard », maugrée-t-elle. Christel, elle, dit raffoler de l'ambiance. Etonnant pour l'étranger qui, le soir, voit des gardiens en gilet rouge orienter les touristes et leur intimer l'ordre de ne pas s'arrêter et de ne pas faire marche arrière. Des panneaux, en anglais, rappellent qu'uriner à l'air libre est illégal. D'autres invitent à ne pas acheter de la drogue aux dealers postés au coin



des rues. Dans le cadre de sa campagne, le maire a aussi envisagé d'interdire l'accès des célèbres coffee shops aux étrangers : échec. Son conseil a seulement approuvé l'interdiction de fumer du cannabis dans la rue. Une petite balade à Amsterdam suffit pour mettre en doute l'effectivité de la mesure. Geert est employé dans l'un des 166 coffee shops qui subsistent dans la ville – il y en a eu 400 dans la foulée de la vague de libéralisation des drogues douces, dans les années 1970. « Tu sais ce qu'on est en train de faire avec toutes ces conneries ?, interroge-t-il. On engraisse les dealers, qui, eux, vendent tout et n'importe quoi et ne contrôlent pas l'âge des consommateurs. » Il redoute que, si la police se décidait à appliquer les mesures décrétées, son établissement soit sanctionné, voire fermé.

### « Hypocrisie »

Au Centre d'information sur la prostitution, on se mobilise contre un possible déménagement du quartier à la périphérie. Sur plusieurs vitrines, le mouvement a fait apposer une affiche appelant à la résistance et proclamant « Notre place est ici ! » « La mairie nous dit qu'il faut assurer notre sécurité et

nous protéger, mais ce lieu connaît la prostitution depuis cinq siècles et n'a jamais été aussi sûr qu'aujourd'hui, affirme une «TDS » (travailleuse du sexe) néerlandaise qui dit s'appeler Chantal. On veut aussi, paraît-il, nous épargner un traitement "dégradant" : quelle hypocrisie ! » Elle et ses collègues estiment plutôt que les autorités municipales les mettent en danger en imposant des heures de fermeture (1 heure du matin pour les bistrotts, 3 heures pour les vitrines). Or, c'est au milieu de la nuit, quand la foule est moins dense, qu'arrivaient les « vrais clients », les habitués qui ne font pas d'histoires et paient sans discuter. « Fermer plus tôt, cela veut dire qu'on doit être moins regardantes et prendre plus de risques », explique l'une d'elles. « Le sexe a été, selon une parfaite logique capitaliste, une industrie nécessaire au développement du tourisme, mais, aujourd'hui, on ne considère pas ceux qui exercent ce métier comme des membres à part entière du "quartier rouge", susceptibles d'avoir voix au chapitre », analyse Rebecca Franco, sociologue à l'université d'Amsterdam, spécialiste de la réglementation du travail du sexe. Les meilleurs alliés des TDS seront

peut-être les responsables des conseils d'arrondissement qui, tant au nord qu'au sud de la ville, se sont déjà prononcés contre les projets de délocalisation du Red Light District. Au sud, dans le Zuidas, centre des affaires et de la finance, l'Agence européenne des médicaments, dont l'implantation a été arrachée de haute lutte par les Pays-Bas après le Brexit, n'a, elle, pas hésité à verser dans la stigmatisation. Elle s'oppose à la création d'un nouveau centre au nom du « refus des nuisances, du trafic de drogue, de l'ivresse et des comportements désordonnés ». Qui sera le vainqueur de ce débat totalement polarisé ? « La politique ne s'en sortira pas, c'est au citoyen d'intervenir », estiment Julian Talma et Hicham El Ouahabi, deux étudiants membres des Jeunes Démocrates, affiliés au parti libéral de gauche D66. Les deux militants proposent de tirer au sort le nom de cent personnes concernées, de leur donner le temps d'établir une liste de propositions contraignantes pour la mairie et, ainsi, de résoudre consensuellement le sort de De Wallen.

## Emploi des jeunes : Une nouvelle plateforme d'offres et de demandes de stages

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JUILLET 2023

Les acteurs et partenaires sociaux ont annoncé hier leur intention de créer une plateforme de rencontres entre offres et demandes de stages afin de favoriser la montée en compétence des jeunes. Elle a été lancée par l'observatoire de la jeunesse, l'association Entreprendre à Madagascar (EAM), le ministère du Travail, de l'emploi, de la Fonction publique et des lois sociales (MTEFPLS) ainsi que l'Organisation internationale du travail (OIT), en préparation de la journée mondiale des compétences des jeunes qui aura lieu les 14 et 15 juillet prochains. L'objectif de cette plateforme est de créer un système d'information permettant de mettre en relation les offres et les demandes de stages professionnels en utilisant la technologie. Selon un document de l'EAM, l'une des voies pour faciliter l'accès à l'emploi et développer les compétences en entrepreneuriat est d'effectuer un stage professionnel après les études ou les formations diverses. Cependant, les conditions favorables à la promotion des stages professionnels en faveur des diplômés et des certifiés ne sont pas réunies. Les jeunes ne parviennent pas à satisfaire les besoins du marché du travail en raison d'un écart de compétences entre les exigences du marché et les capacités des jeunes diplômés, comme l'a souligné Tojo Hiarimanana, directeur général adjoint de l'EAM. Cette organisation estime que l'insertion des jeunes dans un emploi

décent grâce à l'acquisition d'expériences serait facilitée si des mécanismes politiques et juridiques de promotion des stages étaient mis en place, combinés à des pratiques d'accompagnement à l'accès à l'emploi. Cependant, cela nécessiterait un cadre de dialogue et d'action plus volontariste mobilisant l'ensemble des parties prenantes, d'où l'importance stratégique d'une action focalisée dans ce domaine.

des orientations sur les compétences demandées sur le marché local et international, ainsi que sur les formations à suivre pour acquérir ces compétences et répondre aux exigences des entreprises. Par ailleurs, l'idée de créer cette plateforme sera approfondie lors de l'événement de célébration, au cours duquel tous les avis convergents seront les bienvenus. Elle permettra aux jeunes de trouver des stages en tant qu'expérimentation vers l'emploi.



« Il est nécessaire d'établir une agence d'intermédiation qui permettrait de mieux faire correspondre l'offre et la demande de stages. Cette agence n'a pas encore été créée à Madagascar, ce qui soulève la problématique d'une transition réussie de l'école au monde du travail » a souligné Coffi Agossou, Directeur pays de l'OIT. Selon lui, cette agence serait chargée de fournir

Le directeur général de la promotion de l'emploi au MTEFPLS souligne de son côté, qu'il n'y a pas d'autre moyen plus sûr pour favoriser l'emploi des jeunes que de renforcer leurs compétences. Elle ajoute que la création d'un environnement propice à l'action des jeunes est déjà incluse dans le document cadre du programme pays pour le travail décent.

# Investissements directs : Plus de 500 entreprises locales épaulées par Ambatovy

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JUILLET 2023

Soutenir les entreprises locales, la multinationale Ambatovy en fait son fer de lance. En effet, ce géant du secteur extractif contribue à épauler des entreprises locales à travers son programme Ambatovy Local Business Initiative (ALBI). Comme son nom l'indique, ce sont les Petites et Moyennes Entreprises ou Industries, à travers des entrepreneurs locaux qui bénéficient de cet appui. La compagnie, indique en effet avoir soutenu au minimum dans les 400 entreprises.

## Contributions importantes

« Ambatovy donne la priorité à l'achat de biens et de services à Madagascar afin de maximiser ses retombées économiques », indique la firme sur les visuels destinés au grand public lors de ses « journées portes ouvertes » lancées depuis lundi et qui se poursuivront jusqu'au samedi 15 juillet à



la Gare Soarano. D'après les explications fournies par la compagnie, elle travaille avec près de 3 000 paysans fournisseurs issus de Moramanga et Toamasina, les localités dans lesquelles elle opère. Près de 1,549 milliards d'ariary soit 340 millions de dollars ont également été dépensés par Ambatovy pour les achats de biens et services à Madagascar en 2022. Une dépense auprès de plus de 500 entreprises locales. Des dépenses qui entrent justement

en ligne de compte dans la politique d'« Achat local, emploi local ». Des dépenses qui donnent une bouffée d'oxygène aux entrepreneurs locaux surtout pour ceux qui sont en liens de sous-traitance directe avec la multinationale. Avec la stabilisation des cours du nickel au London Metal Exchange (LME), depuis la fin de l'année précédente, la demande en termes de fourniture de nickel avait recommencé à augmenter. Les investissements en termes de responsabilité environnementale et sociale avaient drastiquement augmenté. Cela a requinqué l'économie de la Grande île. Surtout que l'on sait que ces contributions sont plus élevées que le total des montants censés être octroyés à Madagascar dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC), qui table à 312 millions de dollars.

# Madagascar – Nations-Unies : Des avancées notables dans le domaine de l'éducation en 2022

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 13 JUILLET 2023

**En cette période préélectorale, les débats vont bon train sur le bilan de l'actuel régime. Alors que les opposants crient haut et fort, que l'échec est partout dans la gestion des affaires nationales, les dirigeants défendent naturellement que beaucoup de projets ont été accomplis durant l'actuel mandat.**



De leur côté, les partenaires techniques et financiers dressent périodiquement leur bilan à travers différents rapports et autres programmes d'activités.

## Engagements

C'est le cas, notamment du Système des Nations Unies qui a récemment présenté son rapport annuel 2022. Il s'agit d'un rapport qui résume les principales réalisations et les défis collectifs du système des Nations unies à Madagascar, conformément aux engagements pris à travers le Plan-cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable 2021-2023. Chiffre à l'appui, ce rapport parle notamment des progrès réalisés, rien que dans les programmes réalisés avec l'appui du

Système des Nations Unies, dans le domaine de l'éducation en 2022. « Plus de 40 nouvelles infrastructures scolaires (salles de classe, bibliothèques, bureaux de direction, latrines, ...) ont été réalisées, équipées et réceptionnées dans les régions cibles. Des nouveaux supports d'enseignement et d'apprentissage ont été fournis à plus de 1 000 établissements scolaires. En outre, 10 000 enseignants de 6 040 écoles primaires ont renforcé leurs capacités d'utilisation de tablettes, améliorant ainsi l'apprentissage. Les interventions du SNU ont également touché plus de 25 000 enfants déscolarisés qui ont bénéficié de dispositifs et de mesures de réinsertion scolaire dans les régions cibles ».

## Réalisation notable

En outre, 307 055 élèves scolarisés et 11 513 adultes, dans les régions d'intervention, ont bénéficié du programme de cantines scolaires dans plus de 980 écoles. Une initiative visant à acheter localement des denrées alimentaires pour les repas scolaires a bénéficié aux petits producteurs, notamment aux associations de femmes, tout en contribuant aux programmes de nutrition scolaire. 14 plateformes composées des structures techniques déconcentrées, des collectivités, ainsi que les organisations de la société civile et d'autres structures non gouvernementales et réseaux nationaux et régionaux de communication en gestion des risques et catastrophes ont été créées pour faciliter

la communication des risques sur les épidémies majeures envers les populations. Une réalisation notable a été constatée en 2022 à travers le lancement d'un master professionnel en hydroélectricité auprès de l'École supérieure polytechnique d'Antananarivo.

## Éducation aux droits humains

Par ailleurs, 280 jeunes ont été touchés par différentes interventions du SNU visant à renforcer leurs compétences en hydroélectricité, paix, citoyenneté, non-violence, leadership et dialogue communautaire dans les zones d'interventions ciblées. Plus de 140 jeunes ayant reçu une formation en thématiques diverses (communication, citoyenneté, vivre ensemble, consolidation de la paix), ont participé aux programmes de développement, de réponses humanitaires, de consolidation de la paix et de promotion et protection des droits humains par une sensibilisation de la population à travers différents canaux, par exemple la valorisation de l'art local, le dialogue social et le spectacle. L'éducation aux droits humains était un autre domaine d'intervention et 17 établissements scolaires ont appliqué un programme dans ce domaine. Les jeunes ont eu accès à des programmes complets de santé sexuelle et reproductive disponibles dans 67 points de prestation de service appuyés par le SNU, incluant les centres pour les jeunes.



# Fénérive Est et Soanierana Ivongo : Vers la transformation des fruits pour de meilleurs rendements

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 JUILLET 2023

Les paysans de Fenoarivo Atsinanana et de Soanierana Ivongo auront plus de facilité à commercialiser leurs produits en les transformant. Des bananes et des fruits à pain transformés en chips, ou encore des fruits secs destinés à la commercialisation locale et à l'exportation. Tels seront les nouveaux produits issus de ces 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> districts qui bénéficient de la mise en place de pépinières industrielles. Des machines

ont été remises par le MICC (Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation) le 10 juillet dernier. Selon le ministre Edgard Razafindravahy, ces machines permettent de transformer les fruits pour améliorer leur conservation et accroître leur valeur, avant de les vendre ou de les exporter. D'après les autorités locales, Fenoarivo Atsinanana produit 3 000 tonnes de litchis par an, dont une partie pourra être

transformée grâce à ces machines qui ont chacune une capacité de traiter entre 200 Kg à 300 Kg de fruits. Bref, les pépinières industrielles permettent, non seulement d'éviter que les fruits pourrissent, mais également d'améliorer les revenus des paysans et de les inciter à créer davantage de valeur ajoutée.

# Fonds d'investissement: Accords signés par Miarakap avec la Laiterie Maminiaina et Okalou

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 JUILLET 2023

Le fonds d'investissement Miarakap a célébré ses 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> investissements dans deux PME malgaches, Laiterie Maminiaina et Okalou. Cette accélération intervient cinq ans après le début des activités de Miarakap et trois mois après l'augmentation de son capital, qui lui a permis de doubler ses ressources investissables et son tour de table d'investisseurs.

## Laiterie Maminiaina

Dirigée par Serge Randriamahefasoa, il s'agit de la principale entreprise de production et de distribution fromagère à Madagascar. En collaborant avec 750 éleveurs, employant une cinquantaine de collaborateurs dans son usine, et disposant d'un réseau de 8 points de vente dans la capitale et à Antsirabe, l'entreprise souhaite renforcer sa notoriété sur le marché des produits laitiers. Grâce à l'investissement de Miarakap, la Laiterie Maminiaina prévoit de doubler sa capacité d'approvisionnement et de collaborer avec 3 000 éleveurs partenaires d'ici 2027. Cette expansion sera accompa-

gnée de services supplémentaires pour les éleveurs, tels que des soins vétérinaires, l'accès à des intrants et matériels d'élevage, ainsi que des financements adaptés.



## Okalou

Celle-ci est spécialisée dans l'événementiel et le divertissement. L'entreprise, fondée par Andy et Sehenon Rasoanarivo, ambitionne de créer un lieu polyvalent pour accueillir des événements corporates et privés. En plus de gérer des aires de jeux pour enfants dans des centres commerciaux, Okalou a signé un contrat d'exploitation du Skate Park d'Antanimena avec la Com-

mune urbaine d'Antananarivo. Grâce à l'investissement de Miarakap, Okalou pourra concrétiser son projet de création de ce lieu polyvalent, développer ses services au sein du Skate Park, et structurer davantage l'entreprise.

## Investissements

Miarakap offre un soutien financier et une expertise étendue dans des domaines tels que le marketing, les ressources humaines et la production. Les entrepreneurs bénéficieront de ce partenariat pour accélérer le développement de leurs entreprises respectives. Malgré les difficultés du secteur de l'événementiel liées à la pandémie, Okalou a fait preuve de résilience et d'innovation. Les partenariats avec Miarakap ouvrent de nouvelles perspectives de développement et renforcent la compétitivité des PME. Miarakap contribue à la structuration et à la croissance de ces entreprises malgaches, témoignant de son engagement envers l'entrepreneuriat et le développement économique à Madagascar.

# Eolien en mer : BP et TotalEnergies remportent des enchères historiques en Allemagne

| LE MONDE.FR | 13 JUILLET 2023

Le gouvernement du chancelier Olaf Scholz s'est engagé à produire 80 % d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2030. L'Allemagne vise une capacité éolienne offshore de 30 GW à l'horizon 2030, contre 8 GW actuellement.

Les géants britannique BP et français TotalEnergies sont sortis vainqueurs d'un processus d'enchères inédit en Allemagne pour la construction de parcs éoliens en mer, acceptant de déboursier 12,6 milliards d'euros, a annoncé mercredi 12 juillet le régulateur allemand. Cela confirme « l'attractivité des investissements dans l'éolien

en mer en Allemagne », dont il s'agissait des plus grandes enchères de ce type, s'est réjoui le président de l'agence fédérale des réseaux, Klaus Müller, dans un communiqué. L'appel d'offres concerne trois sites en mer du Nord et un autre en mer Baltique, pour une mise en service prévue en 2030, et une capacité totale de 7 gigawatts (GW), au moment où l'Allemagne, engagée dans un ambitieux plan de développement des énergies renouvelables, vise une capacité d'éoliennes offshore de 30 GW à l'horizon 2030. La première économie européenne a pour l'instant 8 GW d'éolien installé en mer.

Ces concessions représentent à cet égard « une étape importante vers la réalisation de l'objectif », selon le régulateur allemand. BP et TotalEnergies, qui vont déboursier 12,6 milliards d'euros, se sont imposés parmi huit enchérisseurs. « La concurrence pour l'énergie éolienne offshore est plus forte que jamais », estime encore Klaus Müller. Illustration de cette attractivité : plusieurs « offres à zéro centime » avaient été reçues pour les quatre sites, signifiant que des candidats à l'exploitation étaient prêts à prendre le risque de construire les installations sans garantie de l'Etat sur un prix de



vente de leur production, et donc même s'ils ne peuvent tirer aucun revenu de l'électricité produite par le parc éolien.

### 3 millions de foyers

Pour les départager, un second tour d'enchères a été organisé, « non plafonnées et attribuées sur la base du prix uniquement », selon l'association WindEurope, qui a critiqué cette procédure. Les sommes déboursées « signifient que les coûts devront être répercutés sur les consommateurs et sur la chaîne d'approvisionnement en énergie éolienne, qui est déjà en difficulté », a regretté l'association, qui représente l'industrie éolienne à Bruxelles. Au contraire, l'agence allemande des réseaux s'est féli-

citée de cette manne, indiquant que 90 % des recettes seront utilisées pour réduire les coûts de l'électricité, le reste étant consacré à la conservation marine et à des mesures de pêche durable. TotalEnergies, désigné attributaire de deux concessions maritimes, une en mer du Nord, l'autre en mer Baltique, a précisé dans un communiqué diffusé à Paris que « ces concessions auront une durée de 25 ans extensible à 35 ans ». « Ces deux parcs éoliens fourniront un volume d'électricité équivalent à la consommation de plus de 3 millions de foyers », assure le groupe français, qui « payera à l'Etat fédéral allemand 582 millions d'euros alloués à la conservation du milieu marin et à la pro-

motion d'une pêche respectueuse de l'environnement ». « Une contribution annuelle destinée aux gestionnaires des réseaux de transport d'électricité en charge de la connexion des projets sera versée pendant 20 ans à partir de la mise en service des sites », ajoute-t-il, soulignant que « la production générée par ces sites sera commercialisée par TotalEnergies ». Le gouvernement allemand du chancelier Olaf Scholz s'est engagé à produire 80 % d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici à 2030, tout en sortant progressivement du charbon après avoir renoncé au nucléaire, impliquant un calendrier ambitieux pour développer l'éolien et le solaire.

## Devises : L'euro grimpe à 5 000 ariary

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS MADAGASCAR | 14 JUILLET 2023

**L'ariary ne cesse de s'effilocheur sur le Marché interbancaire de devises. Une dégringolade qui est due au déficit de la balance commerciale nationale selon les experts.**

Une dangereuse valse. L'ariary ne cesse de se dévaloriser face à l'euro. En quelques jours, l'euro est monté jusqu'à 4 900 ariary voire plus. Une dégringolade qui pousse de plus en plus la monnaie nationale à atteindre la barre fatidique des 5 000 ariary. La dernière opération bouclée hier pour la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) fait état d'un taux de change de 4 972,88 ariary pour un euro. Par rapport au mois précédent, le cours de change est passé de 4 762,51 ariary soit une hausse de près de 300 ariary en l'espace d'un mois. La monnaie unique qui ne cesse de gagner des points sur le marché interbancaire de devises au détriment de la monnaie nationale. Pour certains économistes, ce phénomène pourrait s'expliquer par l'augmentation en valeur des importations sur le marché national qui a conduit à la croissance de l'inflation. Les pressions inflationnistes se font effectivement ressen-

tir sur l'économie locale depuis la fin de l'année 2022. En consultant les chiffres publiés par la Banque centrale sur son site internet, ces informations sont étayées. D'après le supplément annuel de 2022 dans le rapport de la BFM, la valeur des importations est passée à plus de 21 millions d'ariary contre 16 043 811 ariary pour 2021. Pour leur part, les exportations de la Grande île ont nettement baissé, d'après les chiffres publiés dans la note de conjoncture économique de la BFM, elles ont accusé une baisse de 13,4% au premier trimestre de 2023.

### Déficit

Des reculs qui pourraient également impacter les cours de la monnaie nationale sur le MID. Le déficit sur la balance commerciale se creuse, en raison de ces conjonctures, ce qui contribue à pousser l'ariary à s'effilocheur de jour en jour par rapport aux devises de référence. En effet, les produits d'exportations phares pour Madagascar comme la vanille, le girofle, le cobalt et les produits des entreprises franches se sont repliés sur le marché international en raison

de différents facteurs. Cette dépréciation de l'ariary n'est pas sans conséquence. Les retombées de ces déséquilibres entre l'offre et la demande sur l'économie nationale se font fortement ressentir avec l'inflation et la flambée des prix. Le taux d'inflation actuel table à 11,8 %. Le Fonds monétaire international (FMI) avait déjà proposé quelques pistes pour lutter contre cette frénétique inflation qui touche l'économie. D'après l'estimation de cette institution de Bretton Woods, un des points clés reste la transparence budgétaire et le renforcement des filets de sécurité sociale.



## Antalaha : Extension de l'aéroport, annoncée par l'ADEMA

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 JUILLET 2023

L'aéroport d'Antalaha, qui n'a plus accueilli de vols depuis 2015, sera réhabilité et étendu afin de permettre aux compagnies aériennes d'utiliser à nouveau cette infrastructure. Selon ADEMA (Aéroports de Madagascar), qui a la tutelle de l'aéroport, cette initiative vise à relancer le tourisme et à favoriser la croissance économique de la

région en assurant la desserte par des vols commerciaux et des cargos. Dans le cadre du projet d'extension, ADEMA a organisé une réunion d'information à l'intention des entreprises intéressées par l'appel d'offres pour la réalisation des travaux. Lors de cette rencontre, les responsables locaux ainsi que le DG d'ADEMA, Jean Germain Andria-

niaina, ont annoncé que le projet débutera par l'extension de l'aérogare, puis se poursuivra par la réhabilitation de la piste. La société, chargée des travaux, sera désignée le 21 juillet prochain, selon les informations disponibles. Il convient de noter que ce projet est entièrement financé par les fonds propres d'ADEMA.

## Filière vanille : 20 nouveaux exportateurs agréés

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 14 JUILLET 2023

**Alors que la filière vanille traverse, pour cause de mauvaise gouvernance, une grave crise, le nombre d'opérateurs du secteur vient d'augmenter.**

On apprend en effet que les autorités compétentes, en l'occurrence le ministère de l'Industrialisation, du Commerce, et de la Consommation vient d'accorder des agréments à 20 exportateurs.



### Interrogations

Concrétisation de la décision du retour à la libéralisation de la filière, après l'échec de la politique interventionniste qui s'est notamment manifestée par l'imposition

d'un prix-plancher à l'exportation de 250 dollars le kilo, cette décision d'agrément de nouveaux exportateurs suscite des interrogations du côté des professionnels. A Antalaha particulièrement, les acteurs de la filière se posent la question de savoir pourquoi augmenter encore le nombre d'exportateurs alors que ceux qui opèrent déjà rencontrent énormément de difficultés pour écouler leur stock de vanille. Par ailleurs, certaines dispositions de l'annexe de l'agrément déterminant les obligations du titulaire de l'agrément intriguent le milieu des affaires. Le point 8 de cette annexe indique en effet que les exportateurs de produits transformés et dérivés doivent s'engager à « respecter les réglementations basées sur le prix de 250 dollars FOB ». Une disposition qui va manifestement à l'encontre de la dernière décision de libéralisation de la filière.

### Prix dérisoire

Dans tous les cas, la filière vanille est littéralement à genou. Au grand dam des paysans planteurs qui peinent à trouver des acheteurs de la vanille verte, même s'ils

vendent à un prix dérisoire de 5 000 ariary le kilo. Même situation pour la vanille préparée qui, d'après un opérateur d'Antalaha, affiche un cours de 20 000 ariary le kilo. En somme, la vanille perd dangereusement de sa valeur. Avec ce que cela suppose d'impacts négatifs sur l'économie nationale. Le FMI, par exemple, lors de la décision de son conseil d'administration sur l'approbation de la 4ème revue de la FEC parle clairement de cet échec de la filière vanille. « Le ralentissement des exportations de vanille a affecté les entrées de devises, exerçant une pression sur le taux de change », indique le bailleur dans son dernier communiqué de presse sur la 4ème FEC. Un échec prévisible quand on sait qu'en l'espace d'une seule campagne, la filière a fait l'objet de deux décisions diamétralement opposées. Le dirigisme à outrance, puis le libéralisme total.

## Purpa – Bongolava: des kits d'intrants et cartes professionnels pour les producteurs

ARH. | LES NOUVELLES | 14 JUILLET 2023

Désormais, 490 bénéficiaires du Projet d'urgence de renforcement de la production alimentaire à Madagascar (Purpa) dans le district de Tsiroanomandidy, disposent d'une carte de producteur digitale avec QR code, d'un ticket voucher permettant d'acquérir des intrants auprès des boutiques partenaires du Purpa avec une réduction de 90% et de kits d'intrants de qualité comprenant des semences certifiées et des engrais. La cérémonie de distribution s'est déroulée à Ankadinondry Sakay, hier, en présence

des autorités locales et des partenaires du Purpa (FDA, DRAE, Tranoben'ny Tantsaha Mpamokatra) et les boutiques partenaires du Purpa. Il s'agit d'un projet sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) financé par la Banque africaine de développement (Bad). Durant cet événement, les bénéficiaires ont également été informés de la tenue des séances de formation sur la technique PAPRIZ sous forme de champ-école, en collaboration avec les techniciens du ministère. Cet appui actif du

Purpa aux producteurs est mobilisé à travers l'amélioration de l'accès aux intrants, des services agricoles et des programmes de formation des producteurs dans les 20 régions d'intervention du projet à Madagascar. Ce, dans le but d'améliorer la productivité et la production agricole de céréales et oléagineux ainsi que d'augmenter la production alimentaires de qualité à Madagascar.



# La Côte d'Ivoire suspend ses ventes à terme de cacao en raison de pluies torrentielles

| LE MONDE.FR | 14 JUILLET 2023

Abidjan redoute de ne pouvoir répondre à la demande des acheteurs de matières premières et des grands chocolatiers.



La Côte d'Ivoire a suspendu ses exportations de cacao pour la saison 2023-2024 après les fortes pluies qui se sont abattues ces dernières semaines sur le pays et ont inondé de nombreuses exploitations du premier producteur de cacao au monde, a déclaré, jeudi 13 juillet, à Reuters le chef de l'organisme de réglementation du secteur du cacao du pays. Les prix du cacao atteignent actuellement des niveaux records en raison des inquiétudes sur les approvisionnements, cet arrêt des ventes sera un coup dur pour le pays dont les recettes d'exportation de l'or brun pèsent pour 40 %, selon les Nations unies. Yves Brahima Kone, directeur général du

Conseil du café et du cacao (CCC), a déclaré que les ventes avant la suspension avaient dépassé le million de tonnes. Cet arrêt portera également un coup aux acheteurs que sont les grandes maisons de commerce de matières premières comme Cargill et Olam et les chocolatiers comme Barry Callebaut, Hershey et Nestlé. La récolte principale de cacao devrait commencer à affluer dans les ports à partir d'octobre, a déclaré Yves Brahima Kone, ajoutant que la production devrait diminuer de manière significative : « Nous nous attendons à beaucoup moins de cacao dans la première partie de la récolte principale par rapport à cette saison. Nous espérons que la production de janvier à mars 2024 permettra d'équilibrer nos volumes, sinon, ce sera un problème. Nous avons arrêté les ventes il y a quelques jours parce que nous ne sommes pas certains d'avoir un volume suffisant pour couvrir la demande. » Les inquiétudes concernant les approvisionnements ont fait grimper les prix de plus de 27 % depuis janvier. La Côte d'Ivoire est au milieu de sa saison des pluies – qui s'étend d'avril à novembre. La culture du cacao nécessite des pluies abondantes entrecoupées de longues périodes ensoleillées, mais la Côte d'Ivoire et d'autres grands producteurs de cacao tels que le Ghana, le Nigeria et le Cameroun, qui représentent

environ 70 % de la production mondiale, ont aussi connu de fortes pluies tropicales ces dernières semaines.

## Pourriture brune

Plusieurs plantations de cacao dans les régions productrices du sud-ouest et du sud-est de la Côte d'Ivoire ont été inondées par des pluies torrentielles entre le 15 mai et le 10 juillet. Le 15 mai, des pluies tropicales sont tombées sans interruption pendant huit heures avec une intensité sans précédent dans la région d'Aboisso. Les agriculteurs, les compteurs de cabosses de cacao et les exportateurs de cacao basés en Côte d'Ivoire s'attendent également à une baisse significative de leur production au cours de la première partie de la récolte principale. « Nous avons connu trois jours d'inondations autour du 15 mai, et la situation ne s'améliore pas car les pluies continuent, ce qui sature les plantations », a déclaré Jean Paul Kadjo, qui exploite une ferme à Akressi, un village proche d'Aboisso. Des situations qui ont été observées dans toute la « ceinture de cacao » : à San Pedro, Soubre, Grabo et Tai. La pourriture brune, ou maladie des cabosses noires, un champignon qui attaque les cabosses et les arbres, a commencé à se propager dans les fermes d'Aboisso en raison des conditions humides prolongées, ont indiqué les agriculteurs.